

**FRENCH**

**STATEMENT**

by

**H.E. Mr. Stefan Löfven  
Prime Minister of Sweden**

at the

**General Debate of the  
70<sup>th</sup> Session of the General Assembly**

**United Nations  
New York**

**30 September, 2015**

**- CHECK AGAINST DELIVERY -**

M. le Président, M. le Secrétaire général,  
délégués, mesdames et messieurs,

Il y a soixante ans, le Secrétaire général des Nations Unies, Dag Hammarskjöld, prononçait ces mots simples qui résument notre tâche actuelle :

« Les Nations Unies sont l'expression de notre volonté de trouver une synthèse entre la nation et le monde, [...] de servir le monde en servant notre nation et de servir notre nation en servant le monde. »

Nous n'oublierons jamais la vie de Dag Hammarskjöld, et nous nous féliciterions d'une nouvelle résolution examinant sa disparition ; mais aujourd'hui, plus que jamais, nous devons garantir que son idée de solidarité internationale perdure.

La situation actuelle des réfugiés est une crise mondiale, une responsabilité mondiale, et aujourd'hui également une crise mondiale de responsabilité. Le système onusien, ainsi que les dirigeants du monde entier, doivent faire front commun afin de garantir que les personnes fuyant la guerre et la répression soient traitées dans la sécurité, l'ordre et la dignité.

Nous devons accroître massivement le nombre de lieux de réinstallation, développer les voies légales de migration et baser nos efforts sur le principe de non-refoulement et le droit de demander l'asile. Il y a urgence à ce que l'ensemble des pays de l'Union européenne traitent les personnes cherchant refuge dans l'Union dans un esprit d'humanité, de solidarité et de responsabilité partagée.

La Suède assumera sa part. Nous sommes, en Europe, le pays qui reçoit le plus de demandeurs d'asile par habitant, et nous augmentons notre financement au HCR qui a un besoin urgent de ressources. Cependant, un pays ou un continent seul ne peut faire face à cela. Il est temps pour nous d'intensifier nos efforts et de résoudre cette crise. Ce n'est pas seulement notre tâche. C'est notre devoir – au service de nos nations et au service du monde.

Résoudre cette crise implique également stopper les horreurs en Syrie. Les exécutions extrajudiciaires, la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre, des atrocités pouvant constituer des crimes de guerre et crimes contre l'humanité ne peuvent être tolérées par notre communauté internationale.

La Suède apporte son soutien aux efforts déployés pour fournir l'aide humanitaire au peuple syrien. Nous appuyons la proposition de l'envoyé spécial Staffan de Mistura de créer un groupe de travail avec une participation syrienne afin de mettre en œuvre le communiqué de Genève. Afin de soutenir ce processus, nous souhaitons la création d'un groupe de contact international comprenant des acteurs clés internationaux et nationaux. Car le temps presse. Le Conseil de sécurité et ses principales puissances doivent en assumer la responsabilité.

Ce massacre doit cesser.

Entre-temps, d'autres conflits ne doivent pas être oubliés. Un enfant de sept ans à Gaza a déjà vécu trois guerres. Les pourparlers de paix doivent être poursuivis pour que l'État d'Israël puisse vivre aux côtés d'un État palestinien démocratique,

cohérent et viable. La Suède a reconnu l'État de Palestine. Nous souhaitons une relation plus égalitaire qui ouvrira la voie à la solution prévoyant deux États que les israéliens, les palestiniens et une large communauté internationale considèrent comme étant le meilleur chemin vers la paix.

La Suède intensifiera également ses efforts pour le maintien de la paix et la gestion des crises. Nous fournissons du personnel civil à des missions au Soudan du sud, en Afghanistan, au Libéria, dans la République démocratique du Congo et au Moyen-Orient et nous avons envoyé du personnel militaire pour la mission de stabilisation des Nations Unies au Mali et la coalition internationale afin de combattre l'EI.

Nous sommes prêts à contribuer aux futures missions des Nations Unies et poursuivons la recherche sur l'élaboration de politiques et méthodes relatives au maintien de la paix qui soient communes au sein des Nations Unies.

Agir pour le maintien de la paix implique également respecter nos engagements mutuels sur le désarmement.

Chercher des solutions légales, pratiques et techniques afin de débarrasser totalement notre monde des 16 000 armes nucléaires restantes, détruire finalement ce qui reste d'armes inhumaines, telles que les armes biologiques et chimiques, pour appliquer le traité sur le commerce des armes et combattre la prolifération des armes de petit calibre et armes légères, y incluses les munitions. Si nous nous écartons de ces objectifs, l'humanité pâtira de nos erreurs.

Si la paix signifie davantage que l'absence de guerre, la construction de la paix signifie davantage que la prévention directe de conflit militaire. Le manque de ressources, l'élévation du niveau de la mer et les catastrophes naturelles ont déjà causé des ravages pour les femmes et les hommes vivant dans des États vulnérables. Les changements climatiques fonctionnent comme un multiplicateur de conflit, menaçant la paix ainsi que nos chances d'atteindre nos objectifs de développement durable.

Nous avons besoin d'une ligne d'action pour créer une économie mondiale à faible émission de carbone et résiliente aux changements climatiques. Nous devons protéger les écosystèmes terrestres et marins. Il ne s'agit pas d'un choix mais d'une nécessité pour notre survie. À Paris, en décembre, le monde doit parvenir à un accord équitable, ambitieux et juridiquement contraignant, qui permettra dans la durée de maintenir l'augmentation de la température mondiale le plus bas possible en-deçà de deux degrés Celsius.

La Suède assumera son rôle en devenant l'une des premières nations du monde sans énergie fossile et sans émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2050. Nous continuerons d'apporter notre soutien aux autres pays et renforcerons nos

contributions au Fonds vert pour le climat, afin de soutenir l'adaptation et le transfert de technologies à l'échelle mondiale.

La prochaine décennie aura également besoin d'investissements majeurs dans la scolarisation, la formation supérieure et la formation professionnelle des jeunes. Nous avons besoin de sociétés justes et égalitaires, où les contributions équitables de ceux qui ont les moyens, financent la transmission des connaissances et du pouvoir à ceux qui n'en ont pas.

Ceci est un fondement de la paix bien trop précieux pour que nous le négligions. Il est étroitement lié au potentiel d'égalité des genres. Exclure les femmes du pouvoir et du débat public, du marché de l'emploi et de l'éducation, les priver de leurs droits humains de décider d'elles-mêmes, y inclus de leurs corps, de leur reproduction et de leur sexualité, est un déshonneur pour l'ensemble du monde. Il est temps, une fois pour toutes, de se débarrasser des structures qui discriminent et dénigrent les personnes, quelles qu'en soient les raisons.

Il est temps d'appliquer pleinement la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, garantissant la participation cruciale des femmes dans la construction de la paix et de l'État. Il est temps de considérer la violence sexuelle comme étant l'une des armes les plus destructrices et de la combattre avec toute la force de la communauté internationale.

Des temps nouveaux appellent un nouvel esprit. Comme me l'ont dit plusieurs dirigeants d'États insulaires : « Nous ne sommes pas une petite nation insulaire, nous sommes un vaste État-océan ». Pour exploiter pleinement le potentiel de la nouvelle économie mondiale, nous devons nous débarrasser des vieux préjugés coloniaux et concepts erronés de vaste et petit, de nord et sud, d'est et ouest.

Nous devons saluer et renforcer la transformation et l'expansion de l'économie mondiale par le commerce libre et équitable et créer un accord mondial pour le travail décent tout en agissant pour libérer 160 millions d'enfants de l'emprise du travail et mettre un terme à l'esclavage moderne.

La Suède prend des mesures concrètes afin de garantir le soutien politique au plus haut niveau pour notre nouvel agenda 2030 et continuera à octroyer 1 pourcent du RIB à l'aide publique au développement. Pour moi, des paroles qui ne sont pas suivies d'actes sont des paroles vides.

Les défis auxquels la communauté internationale est confrontée indiquent également un besoin urgent de renforcer et réformer les Nations Unies.

La Suède fournit des ressources, cependant nous voulons également fournir des réformes. Nous voulons rendre les Nations Unies plus efficaces, transparentes et adaptées aux objectifs. Nous entendons œuvrer au renforcement de la coopération

entre les Nations Unies et les organisations régionales, notamment l'Union africaine.

En 2017, il y aura vingt ans que la Suède siégeait au Conseil de sécurité. Au fil des ans nous avons été aux côtés de ceux luttant pour l'indépendance et la dignité, contre la répression, le colonialisme, l'apartheid et les inégalités. Nous faisons aujourd'hui appel à votre confiance afin de soutenir la vision des petits États et États moyens, en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité.

Nous œuvrerons sans relâche pour un Conseil qui pourra répondre rapidement aux défis sécuritaires de notre temps ; un Conseil qui soit plus représentatif, transparent et efficace. Un Conseil réformé doit refléter les réalités d'aujourd'hui, par une représentation appropriée de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine tout en appuyant les efforts de restriction de l'utilisation du veto.

Même si nous rencontrons la détresse, nous rencontrons également l'espoir. L'accord sur le dossier nucléaire iranien a été une grande victoire pour l'idée de la diplomatie et des efforts partagés pouvant apporter des progrès partagés. Notre décision concernant les nouveaux objectifs de développement durable, s'ils sont mis en œuvre dans leur intégralité, permettra de marquer une nouvelle étape dans l'histoire de l'humanité. Le prochain sommet sur le climat qui se tiendra à Paris nous donnera l'opportunité d'agir, tardivement, mais, nous l'espérons, pas trop tard.

La Suède s'engage pleinement à cette tâche. Nous sommes convaincus que la solidarité internationale est le premier et principal fondement de notre paix et prospérité partagée. La coopération internationale est la seule voie pour faire de cette solidarité un changement substantiel.

2015 doit marquer un tournant essentiel pour le développement mondial et pour les futures générations. Soyons donc initiateur de ce tournant, au service de nos nations – au service du monde.